



BS



Ville du VAL

Place de la Libération
83143 LE VAL

2015/119

ARRETE DE POLICE N°2015-119 MESURES DE GARDE DE CHIEN MORDEUR MENTIONNE A L'ARTICLE L. 211-14-1 DU CODE RURAL

Nous, SAULNIER Bernard, MAIRE DU VAL,
VU la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 modifiant et renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2212-1, L. 2212-2,

VU le Code Rural et notamment ses articles, L. 211-11 et suivants, D211-3-1 et suivants, L223-10 et R. 211-5 et suivants,

VU l'arrêté n°:10-009 du Préfet du Var, en date du 19 février 2010 fixant la liste départementale des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales prévue à l'article L. 211-14-1 du Code Rural,

Vu la main courante N° 88/2015 établie par la police municipale du Val,

Vu la demande à la propriétaire, Madame d'ANDREA Marie-Sophie demeurant 1472 route de Vins 83143 LE VAL de procéder à l'évaluation comportementale de son chien dénommé EROS né le 30/11/2009, mâle, de type racial berger allemand identifié par tatouage N° 2GNR329,

Considérant que ce chien a mordu et blessé un autre animal en date du 18 juin 2015,

Considérant le résultat de l'évaluation comportementale du chien dénommé EROS,

Considérant la nécessité d'imposer des mesures de garde pour le chien concerné,

A R R E T O N S

ARTICLE 1^{er} : L'ANIMAL CONCERNE et SON PROPRIETAIRE

Le propriétaire :

Nom : **D'ANDREA** Prénom : **Marie-Sophie**
Adresse ou domiciliation : **1472 route de Vins 83143 LE VAL**

Qualité : **Propriétaire de l'animal ci-après désigné**

Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances : **Banque populaire**
N° de contrat : **09180986986**

Pour le chien ci-après identifié :

Nom : **EROS** De race ou type : **Berger Allemand**

Tatouage : **2GNR329**

Date de naissance : **30/11/2009** Sexe: **mâle**

L'évaluation comportementale du chien classant le chien au niveau : **2/4** de risque de dangerosité
Effectuée le : **03/07/2015** par **Dr MONNERAT Charles Vétérinaire - Le Pont des Augustins 83170 BRIGNOLES**

ARTICLE 2 :

Le numéro et la date de délivrance de l'arrêté sont mentionnés dans le passeport communautaire pour animal de compagnie du chien concerné par le Maire ou son représentant.
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20150716-PM2015-119-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/07/2015
Publication : 20/07/2015

135

ARTICLE 3 :

20 15 / 1 19

La validité de cet arrêté est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- l'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- l'évaluation comportementale du chien considéré: à renouveler dans un délai maximum de trois ans

ARTICLE 4 :

L'arrêté est valable jusqu'au décès de l'animal.

En cas de changement de commune de résidence, l'arrêté doit être présenté à la Mairie du nouveau domicile pour une éventuelle prolongation.

ARTICLE 5 :

Tout fait de morsure ou de griffure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal. Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du premier alinéa de l'article L.223-10, à une nouvelle évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14.1 du Code Rural, qui devra obligatoirement être communiquée au Maire de la commune de résidence de l'animal. Si les résultats de cette nouvelle évaluation le justifient, le Maire peut, alors, abroger le permis de détention délivré par cet arrêté.

ARTICLE 6 : MESURES RESTRICTIVES

- Le chien dont les résultats de l'évaluation se situe au niveau 2, présentant de ce fait un risque de dangerosité faible pour certaines personnes ou dans certaines situations, devra être soumis aux prescriptions suivantes, selon la conclusion de l'évaluation comportementale précitée :

- Le chien ne doit avoir aucune possibilité de fugue sur la voie publique
- L'accès aux habitations voisines et notamment celle de la famille LHOTTE doit être empêché, par le rétablissement d'une séparation de qualité entre les habitations, ou par le maintien du chien à l'intérieur du domicile du propriétaire, ou à l'attache sans possibilité de se rapprocher des habitations voisines et dépendances de celles-ci.

Dans le cas où le propriétaire ou le détenteur ne présenterait pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire se réserve le droit de prendre au titre de son pouvoir de police générale toutes les mesures efficaces pour prévenir les accidents ou remédier aux événements fâcheux pouvant être occasionnés par des animaux dangereux (notamment capture et dépôt du chien dans un lieu sécurisé, aux frais du propriétaire/détenteur de l'animal).

Le gestionnaire du lieu de dépôt sera autorisé, après avis d'un vétérinaire désigné par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural.

ARTICLE 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée par un agent assermenté, au demandeur.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours commence à courir le jour de la notification de la présente décision au propriétaire ou détenteur de l'animal.

ARTICLE 9:

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie du Val, Monsieur le Commandant de la brigade gendarmarie de Brignoles, Monsieur le chef du service de la police municipale du Val, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet du Var et affiché.

Fait à LE VAL, Le 16 juillet 2015,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20150716-PM2015-119-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/07/2015

Publication : 20/07/2015



Le Maire,
*Bernard SAULNIER

[Signature] 146